



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Vannes, le 27 AOUT 2020

Affaire suivie par : Brigitte MEILLIER  
Tél : 02 97 54 87 43  
Mél : brigitte.meillier@morbihan.gouv.fr

**LE PREFET**

à

Mesdames et messieurs les maires

en communication à messieurs les sous-préfets

**OBJET** : Transmission de la liste des immeubles non bâtis susceptibles d'être présumés sans maître situés sur votre commune

**P. J. : 1**

Je vous transmets ci-joint l'arrêté préfectoral fixant la liste des parcelles situées sur votre commune qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit d'immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

Ces biens sont susceptibles d'être incorporés dans le domaine communal à l'issue de la procédure prévue à l'article L 1123-4 du code général de la propriété des personnes publiques, dont les modalités sont les suivantes :

- Vous devez procéder à la **publication** sur un support à votre convenance (journal local, RAA, site internet communal) et à l'**affichage** de l'arrêté préfectoral, ainsi que, s'il y a lieu, à

une **notification** aux derniers domicile et résidence du dernier propriétaire connu. Une notification sera également adressée, si l'immeuble est habité ou exploité, à l'habitant ou à l'exploitant ainsi qu'au tiers qui a acquitté les taxes foncières.

Vous voudrez bien m'adresser les certificats attestant du bon accomplissement des formalités de publication, d'affichage et de notification.

- Si, dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière de ces mesures de publicité, le propriétaire ne s'est pas fait connaître, l'immeuble est présumé sans maître. **Vous me ferez donc savoir par courrier que dans ce délai, aucun propriétaire ne s'est manifesté auprès de vos services.** Après réception de votre lettre, je vous notifierai un arrêté portant présomption de bien sans maître.

- Le bien pourra alors être incorporé dans le domaine communal, par délibération du conseil municipal. Cette incorporation sera constatée par arrêté municipal.

- A défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification de la vacance présumée du bien, la propriété de celui-ci est attribuée à l'État. Toutefois, lorsque le bien est situé dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement, la propriété est transférée au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres lorsqu'il en fait la demande ou, à défaut, au conservatoire régional d'espaces naturels agréé au titre de l'article L 414-11 du même code lorsqu'il en fait la demande. Le transfert du bien est constaté par un acte administratif.

Les bois et forêts acquis dans les conditions prévues à l'article L 1123-4 du code général de la propriété des personnes publiques sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou du transfert dans le domaine de l'Etat. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'information.

Pour le Préfet,

Pour le préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

**ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2020**  
**LISTES COMMUNALES DES IMMEUBLES NON BÂTIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PRÉSUMÉS  
SANS MAÎTRE**

**LE PREFET DU MORBIHAN**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 1123-1 alinéa 3 et L 1123-4 ;

**VU** l'article 713 du code civil ;

**VU** les listes communales des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques, communiquées le 4 mars 2020 par la direction départementale des finances publiques du Morbihan ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les biens immobiliers satisfaisant aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques, désignés sur les listes annexées au présent arrêté, sont susceptibles d'être présumés sans maître et de faire l'objet d'un transfert dans le domaine de la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés.

Il s'agit d'immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

ARTICLE 2: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan. Il sera, en outre, affiché dans les mairies des communes visées sur les listes précitées aux endroits réservés à cet effet et publié par tout autre moyen en usage dans celles-ci.

Il fera également l'objet, s'il y a lieu, d'une notification aux derniers domicile et résidence du dernier propriétaire connu.

Une notification est également adressée, si l'immeuble est habité ou exploité, à l'habitant ou à l'exploitant ainsi qu'au tiers qui a acquitté les taxes foncières.

ARTICLE 3: Dans le cas où le propriétaire du bien ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précisées à l'article 2, le bien est présumé sans maître.

ARTICLE 4: Après notification de cette présomption par le préfet du Morbihan, la commune dans laquelle est situé le bien pourra, par délibération du conseil municipal, l'incorporer dans le domaine communal. Cette incorporation sera constatée par arrêté du maire.

ARTICLE 5: A défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification de la vacance présumée du bien, la propriété de celui-ci est attribuée à l'État. Toutefois, lorsque le bien est situé dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement, la propriété est transférée au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres lorsqu'il en fait la demande ou, à défaut, au conservatoire régional d'espaces naturels agréé au titre de l'article L 414-11 du même code lorsqu'il en fait la demande. Le transfert du bien est constaté par un acte administratif.

ARTICLE 6: Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 7: Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan et les maires des communes visées sur les listes annexées au présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

(Guillaume QUENET



